

L'ALGÉRIE

ET LA POUDRIÈRE SAHÉLIENNE

Dotée d'une puissance économique et militaire très supérieure à celle de ses voisins sahéliens, l'Algérie, paradoxalement, s'avère plus exposée aux risques de déstabilisation provoqués par la détérioration de la situation sécuritaire dans la région. Des diplomates algériens ont été enlevés au nord du Mali au début du mois d'avril, pratiquement un mois après l'attentat à la bombe qui a visé la ville frontalière de Tamanrasset. Le pays est en alerte. **Par Samia Lokmane-Khelil**

L'imbroglie malien a fait une première victime collatérale dans son voisinage immédiat. L'Algérie dont il est séparé par une frontière longue de 1 376 km, subit depuis plusieurs semaines les contre-coups de la désagrégation politique et territoriale du Mali. Le 7 avril dernier, au moment où les combattants du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) annonçaient la prise de contrôle du nord du pays et l'établissement d'un État indépendant, les fonctionnaires du consulat d'Algérie à Gao étaient enlevés par le Mouvement unicité et jihad pour l'Afrique de l'Ouest (Mujao). Ce groupe dissident d'Al Qaïda a fait incursion dans le bâtiment consulaire où il a déployé son emblème à la place du drapeau algérien. Le Mujao a déjà frappé à l'intérieur du territoire algérien, en octobre 2011, suite à l'enlèvement d'humanitaires européens dans les camps du Polisario, à Tindouf, près de la frontière avec le Maroc. Au début du mois de mars, c'est un attentat à la bombe qui a visé le groupement de gendarmerie de Tamanrasset, ville située à l'extrême sud de l'Algérie, à proximité du Mali. Le Premier ministre algérien, Ahmed Ouyahia, s'est dit « *choqué* » par cet attentat dirigé contre une ville de garnison qui abrite, de surcroît, le Centre d'état-major commun antiterroriste (Cemoc). Non seulement c'est une première, mais la suite des événements va montrer qu'il ne s'agit pas d'un acte isolé. Selon le Premier ministre algérien, l'enchaînement des faits, dont le coup

d'État militaire au Mali un mois plus tard, confirme l'existence « *d'un lien* » et requiert « *un redoublement de la vigilance au Sud* ».

L'Algérie est confrontée à une double menace sur son flanc saharien. Le terrorisme qu'elle s'épuise depuis des années à chasser de ses terres, et dont elle conduit la lutte dans le Sahel, revient par le Sud, plus menaçant que jamais. Il est le fruit de plusieurs groupes et non d'un seul. Présenté comme un groupe dissident d'Al Qaïda au Maghreb isla-

mique (AQMI), le Mujao ne cesse de faire parler de lui, au point de voler la vedette aux bandes de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar. Il s'est formé en intégrant dans ses rangs des mercenaires au service de l'ancien dirigeant libyen. Les armes et les Touaregs maliens chassés de l'ex-Jamahiriya ont également permis à une autre organisation terroriste, Ançar Dine, de se faire connaître. Son chef, Iyad Ag Ghaly, un Touareg, ancien diplomate malien en poste en Arabie saoudite, dispute au MNLA la

ALGER PRISE À SON PROPRE PIÈGE

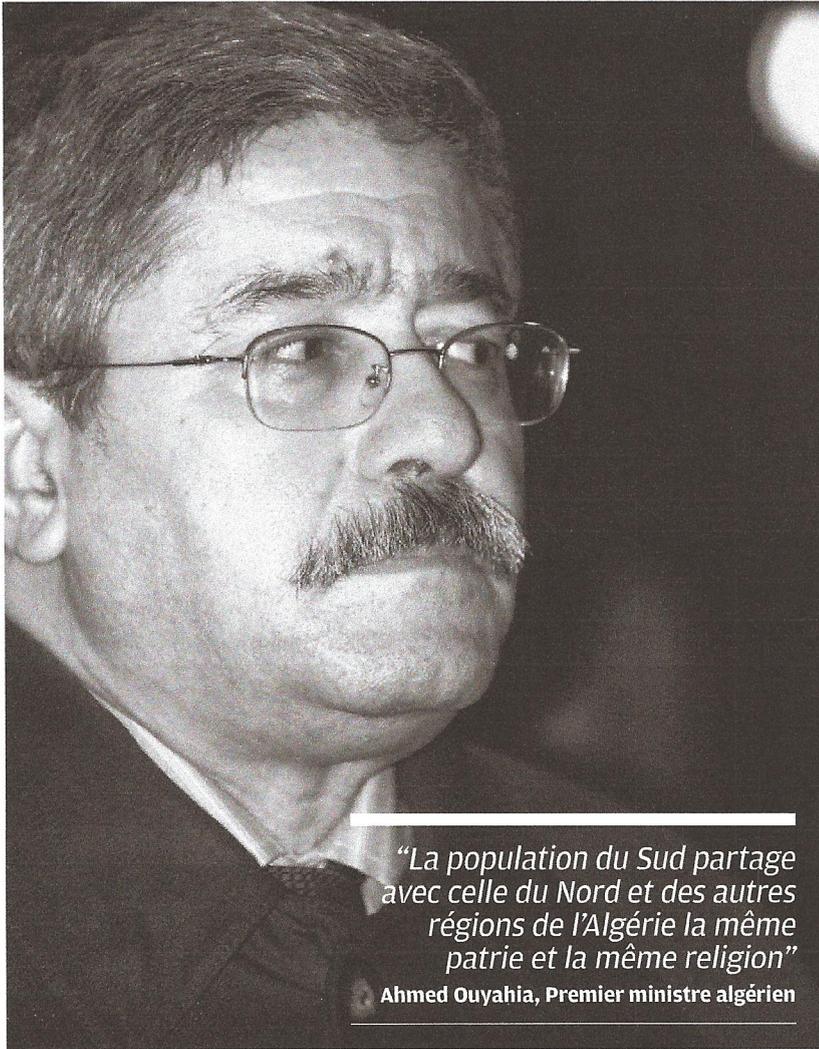
C'est dans les silences de sa diplomatie - déjà dépassée face aux révolutions arabes - qu'Alger tente de masquer son malaise face à la situation au Mali. Le pouvoir n'a certes jamais communiqué sur sa stratégie de lutte contre le terrorisme dans le Sahel, « *sa politique étant essentiellement basée sur le renseignement* », explique un officier de l'Armée nationale populaire. Mais ce mutisme s'accompagne maintenant d'une paralysie qui traduit les difficultés de l'Algérie à jouer le rôle de médiateur-leader que les Américains, les Français et les pays de la sous-région veulent lui attribuer, comme à contrer les attaques des islamistes armés sur son territoire.

Un ancien cadre des services

spéciaux voit dans cette inertie « *le prix d'un jeu ambigu mené depuis l'arrivée au pouvoir de Bouteflika* ». Ce dernier n'ayant jamais voulu intervenir au Mali malgré les pressions de l'armée et des services qui prédisaient un pourrissement de la situation. Objectif : maintenir une instabilité pour éloigner les Américains et les Européens d'une zone stratégique pour ses ressources.

L'objectif est atteint, mais Alger s'est trouvé une autre (vieux) menace, pesant cette fois sur son « *unité nationale* » : la propagation des velléités indépendantistes à ses propres minorités... Voilà comment l'arroseur se trouve ainsi arrosé...

Par Mélanie Matarese



“La population du Sud partage avec celle du Nord et des autres régions de l’Algérie la même patrie et la même religion”

Ahmed Ouyahia, Premier ministre algérien

prise des villes du nord du Mali où il veut instaurer un État islamique.

Si le terrorisme constitue une source d’inquiétude majeure pour l’État algérien, le risque de l’irréductibilité touareg le préoccupe tout autant, mais ses responsables en parlent moins. Ahmed Ouyahia affirme que son pays « *n’acceptera jamais une remise en cause de l’intégrité territoriale du Mali* ». L’Algérie aussi a une communauté touarègue, laquelle pourrait un jour revendiquer l’indépendance de son territoire. Afin de contrer cette éventualité, Alger joue à fond la carte de l’unité nationale. Au lendemain de la proclamation d’un État par le MNL, Ahmed Ouyahia s’est rendu à Tamanrasset où il a animé un meeting populaire consacré principalement à l’attachement des Touaregs envers l’Algérie. « *La population*

du Sud partage avec celle du Nord et des autres régions de l’Algérie la même patrie et la même religion », a-t-il souligné, réfutant par la même occasion l’idée selon laquelle l’Algérie, comme d’autres États d’Afrique, serait le produit d’un partage colonial. Selon le Premier ministre, les velléités scissionnistes qui agitent le continent dissimulent des « *desseins étrangers ciblant le pétrole, le gaz, l’uranium et les richesses* » des pays de la région. Le Sahara algérien, en particulier, regorge d’hydrocarbures dont l’exportation pourvoit le pays en devises. Ces gisements constituent les mamelles nourricières de la nation. Mais au Sud, dans les territoires touaregs qui disposent de beaucoup de nappes encore enfouies, la population locale, majoritairement pauvre, éprouve un profond sentiment d’exclusion. Les Touaregs ont sous leurs

pieds un trésor dont ils ne profitent pas. En 2005, des jeunes de cette communauté se sont attaqués aux bâtiments officiels pour protester contre leur exclusion de fait des opportunités d’emploi, notamment dans les bases pétrolières. Pour prévenir d’éventuelles émeutes qui pourraient être suscitées par la tourmente malienne, le Premier ministre a promis la création d’une dizaine d’entreprises publiques dans l’extrême sud.

En fait, Alger table sur l’amélioration des conditions de vie socio-économiques de ses propres Touaregs pour contenir tout risque de sédition. Dans l’immédiat, il est surtout question d’éviter tout effet de contagion à partir de l’Azawad en prenant les mesures sécuritaires les plus drastiques. Le ministre de l’Intérieur, Daho Ould Kablia, n’a pas exclu que les frontières avec le Mali soient fermées. Cette alternative vise aussi à empêcher l’infiltration des terroristes d’AQMI et de ses appendices sur le territoire algérien. Sur le plan strictement militaire, l’Armée nationale populaire a reçu pour ordre de redéployer ses forces dans le Grand Sud et 3 000 soldats cantonnés dans la région ont été mis en alerte. Des informations non confirmées ont même circulé sur l’envoi de forces spéciales au nord du Mali pour libérer les représentants du poste consulaire de Gao. Les militaires algériens connaissent bien le Mali pour y avoir dépêché des officiers instructeurs afin d’aider à combattre AQMI. Cette initiative parmi d’autres, figure dans les missions du Cemoc sur lequel compte l’Algérie pour garantir l’implication de tous les pays sahéliens dans la lutte contre le terrorisme.

Des acteurs extérieurs interviennent également dans la région. Certains comme l’Africom – Haut Commandement des forces américaines pour l’Afrique – sont tolérés. Alors que d’autres, comme la France, inspirent à l’Algérie une grande méfiance. Alger accuse en effet Paris de jouer un rôle ambivalent au Sahel et d’avoir provoqué l’enlèvement de la situation sécuritaire en armant les rebelles libyens. « *Chaque fois qu’un acteur étranger joue un rôle essentiel, c’est un dérapage programmé, immédiat ou six mois plus tard : les exemples sont nombreux* », a déploré le Premier ministre algérien, sans plus de précisions. ■